



**Erika Schnyder, syndique  
Commune de Villars-sur-Glâne  
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique  
(Trente-huitième billet, mai 2015)**

Chères habitantes et chers habitants de la Commune,

Pour ce billet printanier, j'aimerais vous entretenir d'un sujet qui concerne directement chaque citoyen, mais qui manifestement le touche d'assez loin : je veux parler de la gestion des communes. Régulièrement, les journaux font état de démissions en série d'édiles communaux, lesquelles affectent parfois le fonctionnement de la collectivité. Raisons invoquées : surmenage, incompatibilité avec la carrière professionnelle, déménagements, découragements, maladie, plus rarement démotivation et insatisfactions, lorsque, par exemple, des projets sont rejetés en votation populaire. Autant de bonnes raisons de jeter l'éponge. Ces abandons en cours de législature, de plus en plus fréquents, se font, il faut bien le dire, dans une sorte d'indifférence générale, qui est bien le reflet du peu de cas que l'on fait de ceux qui gèrent une collectivité publique, en particulier s'il s'agit d'une commune.

Notre système politique s'articule autour du citoyen et suppose que des hommes et des femmes s'investissent au service du bien public. Il n'est pas conçu comme une professionnalisation de la politique : l'engagement de milice du citoyen est le prix à payer pour que la gestion communale ne devienne pas le fait de fonctionnaires ou de bureaucrates à la solde d'un gouvernement central. Sans doute bien pensé en soi, ce système se heurte cependant à ses propres exigences et aussi à l'évolution des choses de la politique. En effet, cette dernière décennie, au niveau parlementaire, national ou cantonal, les élus deviennent de plus en plus professionnels, transformés, au fil des années, en véritables machines politiques. En face, le citoyen lambda qui tente vaillamment de gérer au mieux les affaires de sa commune ne fait plus le poids et se trouve très vite dépassé par l'ampleur de la tâche.

Si le prestige de la fonction communale était un élément appréciable à l'époque, de nos jours, celui qui s'engage pour l'aura que confère ce poste ferait mieux de poser immédiatement les plaques : au contraire, être un personnage public expose son bienheureux titulaire à moult tracas. Je ne parle pas des invectives, menaces (y compris de mort) et autres noms d'oiseaux dont un politicien se voit parfois affublé par quelques illuminés en quête de sensations fortes, ni du reste des chauds encouragements – toujours agréables à recevoir – mais bien de l'idée selon laquelle un édile appartient à ses électeurs (plus spécialement à ceux qui ne l'ont pas élu...). Quelques illustrations. Vous accompagnez votre vieille mère en commissions : eh bien vous la surveillerez d'un œil tandis que l'autre sera rivé sur le quidam vous tenant la jambe entre ses mésaventures avec l'administration, ses voisins et j'en passe. Vous savourez un moment de détente avec des amis, en famille ou en toute intimité : vous serez accompagné des camions-poubelles qui passent trop tôt ou trop tard – c'est selon, des nuisances causés par tel ou tel chantier, des zones trente qui n'avancent pas ou qui fleurissent partout, du prix disproportionné des crèches, des horaires inappropriés de l'ouverture de l'administration, des tarifs prohibitifs des taxes, etc etc. Si certains élus finissent par s'accommoder de la longue litanie de doléances déversée à tout instant, en tous lieux et sur tous les tons par des citoyens insatisfaits, pour d'autres, et surtout leur famille, c'est

un peu plus pénible. Pas question pourtant de remettre en cause la proximité des élus face aux citoyens : l'accessibilité à l'édile est primordiale ; la seule chose c'est qu'il a tout autant droit à ses moments de vie privée que n'importe quel autre citoyen, ce qui, manifestement, ne va pas de soi pour tout le monde.

Indépendamment de ces quelques « inconvénients » liés à la charge, le plus grand mal c'est bien la lourdeur de la fonction : davantage de lois qui sont de plus en plus complexes ; les tonnes de papiers, rapports, documents et autres informations qui accompagnent les processus décisionnels dans tous les domaines et qu'il faut ingérer entre deux portes ; les mauvais quarts d'heure liés à la préparation des budgets, suivis de la crise d'apoplexie lors des bouclements des comptes ; les imprévus de tout acabit qui s'invitent au débat : mauvaises surprises des rentrées fiscales, décisions unilatérales du canton, bâtiments qui s'effondrent, investissements urgents non prévisibles, pour ne citer que cela.

Le temps dévolu à la fonction ne cesse de croître et, dans un système de milice, à défaut de pouvoir utiliser le temps de travail durant la journée, il faut se replier sur le temps libre et les loisirs : séances tôt le matin et tard le soir, week-ends, jours fériés, tout y passe. A cela s'ajoute une perte d'attrait de la fonction due à la multiplication des charges liées, privant les élus de toute possibilité d'action et s'accompagnant de l'amenuisement du pouvoir décisionnel. A chaque niveau hiérarchique on s'arroge davantage de droits : le canton qui décide souverainement de mesures qui ont des répercussions sur les communes, les associations de communes ou les agglomérations qui se substituent aux communes pour certaines tâches et les préfets toujours avides d'étendre leur pouvoir au détriment des communes. Finalement, le conseiller communal se retrouve comme un ministre sans portefeuille et sans prestige ; il n'a qu'à se taire et passer à la caisse pour des affaires que d'autres que lui ont décidées. Il s'ensuit une grande frustration qui accompagne la perte progressive de la maîtrise décisionnelle des dossiers, tout en conservant la responsabilité de ceux-ci. Là où un cadre ou chef d'entreprise ayant commis des méfaits au préjudice de sa société se voit remercier d'un parachute doré, un édile qui s'est fourvoyé est aussitôt frappé d'anathème, livré en pâture à la presse déchaînée (qui en fait ses choux gras) et montré du doigt comme le pire des criminels, ce qui n'est pas toujours sans répercussions sur son activité professionnelle. Difficile, dans ces conditions, de susciter des vocations. Un élu communal, en fin de compte, se trouve souvent face à une grande solitude dans sa fonction.

Cela dit, pour remédier au manque de volontaires, certains préconisent les fusions de communes, arguant que plus la commune est grande et plus elle est en mesure de rationaliser les tâches et disposer de services administratifs conséquents, à même de décharger les politiques de leurs travaux. C'est toutefois sans compter sur le fait que les grandes communes connaissent des problèmes multiples dont les petites et moyennes communes sont épargnées ; par ailleurs, une administration, pour performante qu'elle soit, ne saurait se substituer à l'écu dans ses séances politiques. D'ailleurs, jusqu'ici, on n'a jamais vu des élus des Villes se plaindre de sous-occupation !

C'est pourquoi d'autres insistent, à juste titre, pour la professionnalisation de la fonction de conseiller communal, à tout le moins à temps partiel. Il est certain qu'aujourd'hui, le système de milice a vécu, du moins dans sa forme actuelle, surtout dans une grande commune. La fonction d'édile communal reste passionnante mais bien trop prenante et exigeante, pour ne pas dire « anthropophage ». Elle implique une plus grande connaissance des dossiers et ce dans tous les domaines, avec un engagement accru du titulaire. Elle est de plus en plus difficile à concilier avec une activité professionnelle et une vie privée. Dans une commune telle que la nôtre, un conseiller communal consacre bien un trente pour cent de son temps à sa fonction et au niveau de la syndiculture, c'est bien plus du double, sans compter le temps passé à la députation, passage incontournable en faveur des communes. Il est donc clairement indispensable de professionnaliser la charge. D'ailleurs, il suffit de voir les grandes communes du canton, où, malgré le système de milice, les syndics sont soit professionnels ou semi-professionnels, soit à la retraite, soit ont quitté leur emploi pour se consacrer à leur mission. Mais la professionnalisation présente un risque : le siège est éjectable et la garantie de retrouver son poste n'est jamais acquise. En politique, un élu peut être un jour le génie des Carpates et le lendemain le crétin des Alpes, au choix de l'électeur !

Une autre voie imaginée pour rendre la fonction plus attractive propose de prévoir un abattement fiscal sur une importante part des vacances touchées au titre d'élus dans un exécutif cantonal. Pas certain que cela porte ses fruits : en effet, ça se saurait si s'était vraiment une question de rétribution ou une question fiscale. Il est vrai toutefois que dans certaines communes l'indemnisation accordée aux élus est tellement symbolique qu'elle devrait être totalement défiscalisée, ne serait-ce par respect pour la fonction.

En fin de compte, la solution passe sans doute par un mélange de tout cela : il faut revaloriser la fonction d'édile communal en lui donnant un caractère plus professionnel avec, en corollaire, un défraiement adéquat. Cela impliquera sans doute une fusion de communes jusqu'à ce qu'elles atteignent la taille idéale, ni trop grandes, ni trop petites (pour rappel, certains spécialistes situent la taille idéale des communes autour des 15'000 habitants). Toutefois, dans ce canton, il faut impérativement revoir les structures territoriales totalement archaïques et dépassées, afin de redonner aux communes leur caractère de noyau de la vie politique, partant de leur rendre leur attractivité et leur autonomie. Si rien ne se fait, dans une dizaine d'années, faute de combattants, ce seront les agents de l'Etat qui finiront par gérer les communes, administrativement, bureaucratiquement...

Erika Schnyder, syndique